

## Objectif : Unir le Maghreb

By [Sana Sboui](#) | April 28, 2012

**Plus de 50 ans après “la Conférence de l’unité” à Tanger et un an après la première édition de “la Conférence de Tunis pour un Maghreb uni et démocratique”, c’est la jeunesse qui se lance pour remettre le projet de l’union en route. Sous l’impulsion de l’Union des Jeunes Euro-Maghrebins une conférence a eu lieu à Tunis le 27 avril, afin de discuter des points de mise en place d’une telle union.**

De la Mauritanie à la Libye, des représentants de chaque pays étaient présents lors d’une conférence organisée à Tunis pour un Maghreb uni et démocratique. Tous ont discuté et proposé des idées pour permettre la mise en place d’une union maghrébine. Une tâche qui semblait compliquée lorsque chaque pays était sous le joug d’un gouvernement autoritaire.

Aujourd’hui avec les mains libres, les envies se libèrent et les choses se mettent en route. On est venu parler de démocratie, de droits de l’homme, de libertés individuelles, de bonne gouvernance, de transparence... des qualités propres aux pays démocratiques.

*« Ici ce n’est pas un appel commandé, c’est un appel élaboré par des jeunes maghrébins qui sont épris de démocratie et de liberté et qui sont favorables à une union basée sur l’approche démocratique participative. Une union qui émane de la base populaire plutôt que des gouvernements et des partis dirigeants. C’est à la fois un projet imaginatif et créatif de part les outils et moyens utilisés : TIC et réseaux sociaux, et aussi du fait de la souplesse qu’il contient puisque le travail ce fait à la manière du travail associatif avec des discussions intra-jeunes »* explique Rabii Leouifoudi, président de l’UJEM du Maroc.

Le rôle et la place de la jeunesse sont primordiaux d’après de nombreux participants. Foued, arrivé tout droit d’Algérie et membre du Mouvement des Jeunes Indépendants pour le Changement, le souligne bien : *« En Algérie les jeunes représentent 70% de la population alors que la classe politique est composée principalement d’adultes. »* La non représentativité au niveau de la scène politique s’applique partout d’ailleurs. Les femmes et les jeunes ont toujours du mal à accéder aux instances de gouvernance. Il découle naturellement de cela un déséquilibre entre les attentes de la population et les politiques publiques mises en place.

Il a aussi été question de l’identité à construire. Ainsi lors d’un atelier de discussions autour de la thématique *« Place des jeunes et des femmes »* il a été question de la culture amazighe, de sa place et de la nécessaire reconnaissance. La question de la langue a aussi été abordée et ce de manière pratique : comment communiquer au cours de cette conférence ? En arabe, langue partagée mais pas forcément préférée ? En dialecte ou en français, au risque de ne pas être compris par tous ?

Une identité qui passe également par le choix du nom de l’union. Et une fois encore la dénomination de Maghreb arabe dérange. Pour beaucoup elle est jugée comme ségrégationniste puisque rejetant l’idée de l’existence du peuple amazighe.

Au delà de l’identité, sur le terrain, cette union ne pourra voir le jour que via le développement de différents points, comme l’explique Rabii :

*« Il faut construire le Maghreb sur les atouts qui peuvent garantir la consolidation d’une unification réelle. Nous avons une géographie et une histoire ainsi que des traits identitaires communs. Ces atouts sont bénéfiques pour la construction d’une union politique, économique, culturelle, sociale et pourquoi pas populaire. A long terme la résultante de cette union serait la mise en place d’une*

*citoyenneté maghrébine qui abolirait les frontières, le chauvinisme, le nationalisme... ces choses qui nous ont bloqué jusqu'à maintenant. »*

La voisine Europe semble être un modèle pour certains. Mais au vue de la crise économique qu'elle traverse et face à la montée en puissance des partis d'extreme-droite dans les différents pays membres, il semble que cette union ne soit pas forcément l'exemple à suivre.

Reste que, comme en Europe, la coopération économique peut permettre de mettre en place cette union. Différents acteurs du secteurs financiers sont d'ailleurs venus témoigner des possibilités existantes. Pour des jeunes motivés mais désargentés, la question du financement de projet est importante, tout comme le choix du projet d'ailleurs. Et ce sont les projets alternatifs qui semblent attirer le plus : l'économie verte et l'économie solidaire. Les banques n'hésitent d'ailleurs pas à investir dans ce secteur, le marché étant vierge. Un projet a été cité en exemple, celui d'un futur portail maghrébin pour les énergies renouvelables. Un portail qui devrait communiquer et mettre en avant les projets et opportunités en la matière.